

Paris, le 31 août 2017

Transition énergétique allemande : la fin des ambitions ?

Malgré un exceptionnel développement de ses énergies renouvelables, l'Allemagne est en passe de manquer les objectifs qu'elle s'était fixés dans sa transition énergétique lancée en 2011. Cette *note d'analyse* en détaille les raisons et montre pourquoi les prochaines élections fédérales pourraient être l'occasion de revoir à la baisse les ambitions de l'Energiewende.

L'Allemagne est souvent considérée comme le pays pionnier de la transition énergétique. Outre la sortie du nucléaire, elle a l'ambition de **réduire** par rapport à 1990 **de 80 % ses émissions de CO₂ à l'horizon 2050** grâce au remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables (ENR). Cette transition a été promue au rang de projet de société par le soutien quasi unanime de la population.

Six ans après le lancement de cette politique, les ENR ont connu un essor spectaculaire et comptent aujourd'hui pour un tiers de la production d'électricité. Malgré cette indéniable prouesse technique, l'Allemagne – doublée par l'Asie – n'a pas réussi à créer une industrie leader mondial du solaire photovoltaïque et fait face à une rude concurrence internationale en matière d'éolien.

Surtout, la transition énergétique est payée au prix fort par les consommateurs, avec un prix de l'électricité qui a plus que doublé pour les particuliers entre 2000 et 2013. La facture pour la montée en puissance des ENR se révèle en effet très élevée, environ 25 milliards d'euros par an sur une vingtaine d'années.

Les installations en ENR ont encore besoin du soutien financier des pouvoirs publics et des coûts annexes se chiffrant en dizaines de milliards d'euros apparaissent pour construire des lignes très haute tension nécessaires à la sécurité du réseau, afin d'éviter les risques de black-out.

Malgré un effort financier déjà considérable, l'Allemagne a peu de chances de tenir ses objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour 2020, et à long terme l'incertitude reste très forte.

Les ENR ne comptent encore que pour 12,6 % de la consommation d'énergie primaire totale, contre 10,4 % en France. Et les avancées sont compromises par le fait que l'Allemagne peine à réduire sa consommation d'énergie. **L'efficacité énergétique des logements s'améliore trop lentement, les transports – qui comptent pour 30 % de la consommation d'énergie – recourent massivement aux hydrocarbures et les centrales électriques continuent de brûler les mêmes quantités de charbon et de lignite.** De fait, la sortie du charbon n'est pas envisagée par les gouvernants avant 2040.

Dans ce contexte, les élections fédérales du 24 septembre prochain pourraient bien être suivies d'une réduction des ambitions de la politique énergétique allemande. La lecture des programmes des différents partis indique que les dirigeants politiques sont bien conscients des difficultés rencontrées par l'Energiewende, tandis que l'attention des électeurs est aujourd'hui captée par d'autres sujets, comme l'immigration et la sécurité.

[Téléchargez la note d'analyse](#)

[Transition énergétique allemande : la fin des ambitions ? sur notre site internet.](#)

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr



France Stratégie a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.